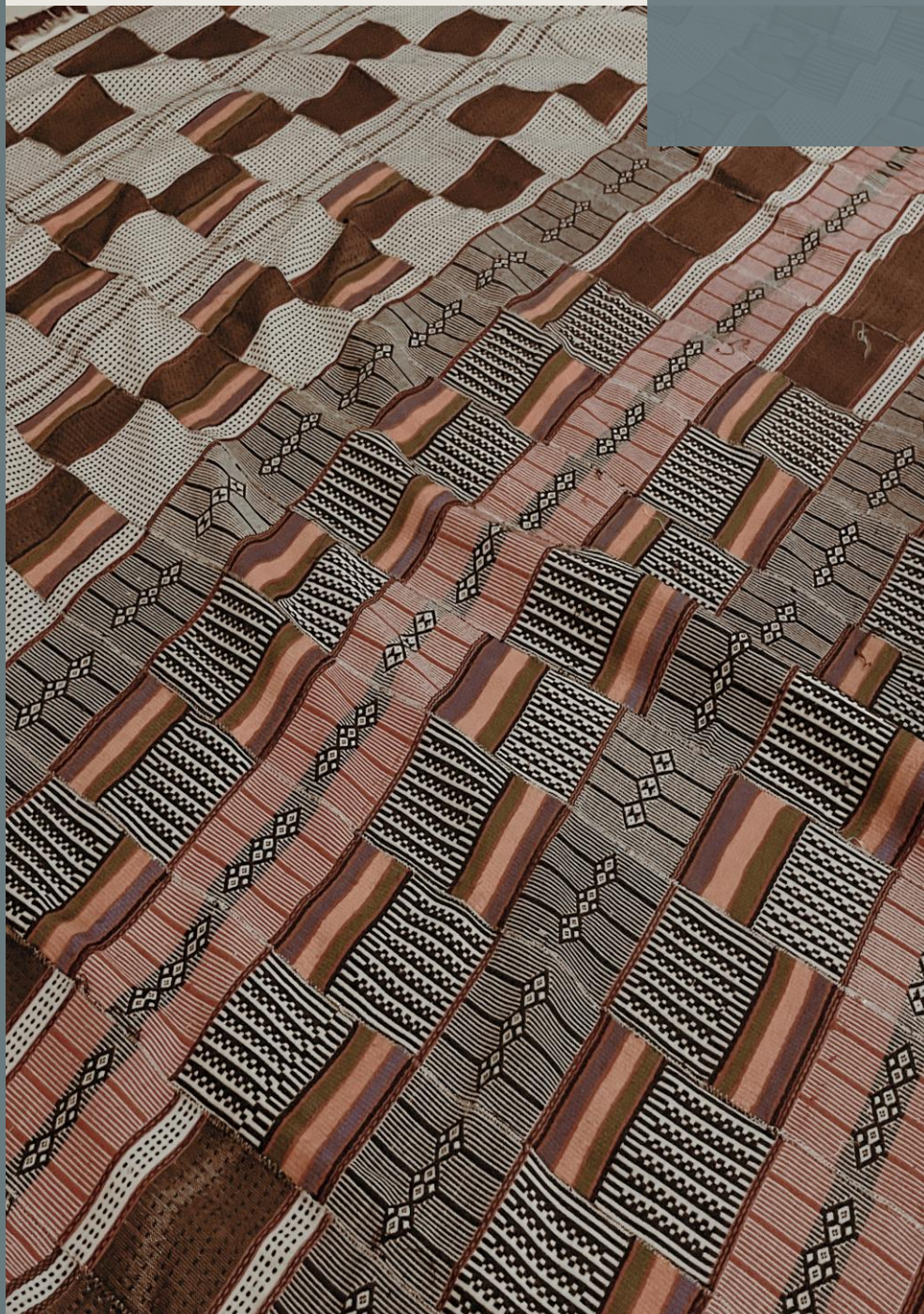


Les angles morts culturels dans la résolution des conflits au Niger et au Sahel

Antje Herrberg

Reconnaître les dynamiques traditionnelles
pour mieux accompagner les médiateurs locaux



A PROPOS DES AUTEURS

DR. ANTJE HERRBERG est chercheuse associée à la Fondation Berghof. Elle est une experte reconnue en médiation de la paix et en réponse aux crises, avec plus de 25 ans d'expérience dans le domaine de la résolution des conflits à travers diverses régions, notamment la mer Noire, l'Asie du Sud-Est, la région des Grands Lacs et le Sahel. Elle a exercé au sein d'institutions telles que le Service Européen pour l'Action Extérieure, les Nations Unies et des missions de l'UE, ainsi que dans des organisations non gouvernementales comme Crisis Management Initiative, Interpeace et mediatEUR.

COMMENT CITER CE RAPPORT

Herrberg, Antje. 2026. Les angles morts culturels dans la résolution des conflits au Niger et au Sahel: Reconnaître les dynamiques traditionnelles pour mieux accompagner les médiateurs locaux. Policy Report. Berlin : Berghof Foundation.

REMERCIEMENTS

Je souhaite exprimer ma sincère gratitude au Prof. Dr Georg Klute (émérite), dont les travaux m'ont inspirée à dépasser une pratique de recherche linéaire pour m'engager dans des espaces relationnels plus profonds, là où la transformation des conflits se vit concrètement. Je remercie vivement également Véronique Dudouet pour son accompagnement attentif, patient et généreux tout au long de ce travail, ainsi que Beatrix Austin et Victoria Cochrane pour leur rigueur et leur soin éditorial. Par-dessus tout, ma plus profonde reconnaissance va aux interlocuteurs et personnes interviewées au Niger et ailleurs, qui ont partagé avec moi leur temps, leurs souvenirs, leurs connaissances et leur confiance. Sans leur générosité, cette recherche n'aurait pas été possible. Mes remerciements s'adressent enfin au Dr Oliver Schnakenberg, ambassadeur d'Allemagne au Niger de 2023 à 2025, pour son soutien dans cette démarche.

DESIGN VERBALVISUAL

MISE EN PAGE Jen Simpson

COUVERTURE : PHOTO © ANTJE HERRBERG 2025

PUBLIÉ PAR

Berghof Foundation

Berghof Foundation Operations gGmbH
Lindenstrasse 34 10969 Berlin Germany
www.berghof-foundation.org

ISBN: 978-3-941514-69-0 © 2026. Tous droits réservés.



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport analyse la manière dont les angles morts culturels façonnent l'engagement international en matière de transformation des conflits au Niger et dans le Sahel. S'appuyant sur des entretiens approfondis menés avec des autorités coutumières, des médiatrices, des leaders de jeunesse, d'anciens rebelles, des chercheurs locaux et des acteurs de la société civile, il examine les présupposés épistémiques et les cadres occidentaux linéaires qui occultent souvent les logiques locales de la paix.

Contrairement à certaines représentations dominantes, la région du Sahel n'est pas seulement un théâtre sécuritaire périphérique. Elle constitue au contraire l'un des miroirs les plus révélateurs des limites des modèles occidentaux de construction de la paix. L'autorité y est dispersée, la légitimité relationnelle, et la transformation des conflits n'y est pas institutionnellement « ingénierisée », mais vécue socialement à travers des espaces qui se chevauchent et relèvent d'une organisation hétérarchique.


Plutôt que de considérer la médiation comme un instrument technique universel, ce rapport montre comment la parole, le silence, la mémoire, la posture et les pratiques relationnelles déterminent si les conflits se désamorcent ou perdurent. Il plaide pour une approche du soutien à la paix plus lente, plus réflexive et ancrée dans les épistémologies locales, où l'écoute et la présence constituent la méthode centrale. Le rapport se conclut par des recommandations à l'intention des bailleurs de fonds, des organisations internationales, des acteurs diplomatiques et des chercheurs souhaitant s'engager dans le Sahel de manière plus honnête, plus ancrée et plus responsable.

Donc : Le principal obstacle à la paix au Sahel n'est pas l'absence d'autorité, mais notre difficulté à reconnaître des formes de légitimité qui ne nous ressemblent pas.



ABRÉVIATIONS

AFRICOM	Commandement des États-Unis pour l'Afrique
AES	Alliance des États du Sahel
EUCAP	Mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Niger
EUMPM	Mission de partenariat militaire de l'Union européenne
HACP	Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix
IS-Sahel	État islamique au Sahel
JNIM	<i>Jam'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin</i> (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)
LASDEL	<i>Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local</i>
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction	6
2	Revue de littérature et cadre théorique	10
3	Contexte : Gouvernance nigérienne, autorités coutumières sécurité et résolution des conflits	122
4	Portraits d'acteurs et impressions transversale	155
5	Les angles morts des approches internationales et l'appui aux méthodes endogènes	18
6	Conclusion	200
7	Recommandations pour les acteurs internationaux	222
	Notes de fin	244
	Bibliographie	255
	ANNEXE 1 : Note méthodologique	277

1 Introduction

« Si vous n’écoutez pas les silences, vous n’entendrez jamais la vérité ».

Contexte : un parcours personnel

Entre janvier 2023 et juillet 2025, j’ai vécu et travaillé au Niger, dans une position double : d’une part comme cheffe d’état-major au sein d’une mission civile européenne¹, d’autre part comme chercheuse accompagnant mon mari dans sa mission diplomatique, attentive à ce que ce pays pouvait m’apprendre. Cette dualité m’a placée dans une posture singulière : plongée d’un côté dans les logiques institutionnelles et diplomatiques ; de l’autre, ouverte aux voix locales comme le récits, gestes et silences – qui composent le tissu quotidien d’une société.

Avant mon départ pour le Niger, un ami mauritanien m’avait confié : « Le Sahel est un grand secret ; il faut savoir écouter et sentir entre les lignes. » Cette phrase, à la fois mystérieuse et poétique, m’a accompagnée tout au long de mon séjour. Elle traduisait ce que je vivais : l’impression qu’au-delà des apparences, des cadres analytiques ou des modèles d’intervention importés, existait un monde foisonnant, qui ne se révélait qu’à ceux qui prenaient le temps de ralentir.

Et ce temps – rare dans une carrière – m’a été offert presque malgré moi. J’ai eu le luxe de l’attention : écouter longuement, sentir le rythme d’une conversation, attendre qu’un silence s’ouvre et révèle son sens. Le temps s’écoulait autrement, m’obligeant à sortir de la hâte des missions internationales pour entrer dans une autre temporalité : celle où la transformation des conflits n’est pas linéaire mais s’apparente à une danse d’approches multiples, d’autorités entremêlées, de négociations souterraines.

Dans ce monde inattendu, les logiques ne suivent pas toujours les lignes droites de nos modèles occidentaux. Les autorités traditionnelles, religieuses et politiques ne sont pas hiérarchisées de façon claire ; elles se superposent, se contredisent parfois, se complètent souvent. La parole circule comme un tissu vivant, tissé de récits, de coutumes et de proverbes – mais aussi de silences lourds de sens et d’anciennes résistances.

C’est au fil des entretiens que cette texture s’est révélée : avec des chefs traditionnels, des médiateurs communautaires, des membres d’ONG locales, des anciens rebelles, des femmes leaders, des journalistes et des chercheurs nigériens. Tous ont donné généreusement de leur temps, de leur énergie et de leur mémoire. Un interlocuteur me dit : « Ici, le conflit se parle avant de se résoudre ; il faut donner des mots avant de donner des solutions. » Une femme médiatrice confia : « Si tu n’écoutes pas les silences, tu n’entendras jamais la vérité. » Ces phrases, simples et profondes, m’ont obligée à reconnaître mes propres angles morts, ces « blind spots » que nous portons tous lorsque nous cherchons à « analyser » ou « intervenir » depuis l’extérieur.

En tant que chercheuse, je venais avec mes outils, mes lectures et mes grilles d’analyse issues des sciences sociales. Mais je me suis vite aperçue que ceux-ci, loin de m’aider à comprendre, créaient parfois un écran qui m’empêchait de voir ce que je cherchais. Le Sahel, et le Niger en particulier, ne se

laissent pas enfermer dans les modèles universels de la résolution des conflits. Ce qui compte ici, ce sont les interactions invisibles, les jeux d'autorité hétérogènes et la circulation d'une parole à la fois fluide et codée.

Parler des angles morts de la médiation ou de la transformation des conflits, c'est entrer sur un terrain qui résiste aux méthodes orthodoxes. Les angles morts ne sont pas de simples omissions analytiques. Ils renvoient à ce qui échappe à notre regard, à ces contours invisibles façonnés par le langage, l'histoire et la position depuis laquelle nous observons. Ils persistent parce qu'ils sont les nôtres. Ils se logent dans les lentilles mêmes à travers lesquelles nous regardons le monde.

Comme le rappelle Boaventura de Sousa Santos (2014), ces absences ne sont pas des vides, mais le produit de systèmes épistémiques, des réalités rendues invisibles par les structures mêmes de la connaissance. Les reconnaître implique d'accepter que notre perception est située, partielle, conditionnée.

Travailler avec ces angles morts ne consiste pas à ajouter une méthode de plus, mais à cultiver une autre posture ; une pratique de déplacement du regard, tournée vers nous-mêmes, attentive aux cadres qui façonnent ce que nous voyons et ce que nous taisons.

C'est ce que Pierre Bourdieu (1992) nommait la sociologie réflexive. Elle suppose que nous acceptions de nous tenir dans l'entre-deux, entre savoir et non-savoir, et de laisser cette incertitude ouvrir de nouveaux espaces de compréhension. Il ne s'agit pas seulement d'un exercice intellectuel. C'est une démarche éthique et relationnelle.

Voir autrement suppose d'accepter d'être vu autrement. Cela implique de s'engager dans un dialogue qui déstabilise, attentif aux voix périphériques et aux formes de parole qui échappent aux cadres établis, et qui accueille la dissonance lorsque l'inattendu surgit, sans interrompre le mouvement.

Mettre en lumière les angles morts n'est pas un acte solitaire de découverte, mais un acte partagé de rencontre. C'est aussi pour cela que j'ai choisi d'écrire d'abord en français. Car c'est dans cette

langue que se sont déroulés mes entretiens, que les nuances ont émergé, que les récits se sont donnés à moi. C'est une manière de reconnaître que la recherche ne se fait pas seulement avec des concepts importés, mais aussi avec les mots, les voix et les imaginaires du contexte, même si je n'ai pas su capter les langues haoussa, zarma ou tamasheq.

Intention de cette recherche

Cette recherche n'est pas (seulement) une étude académique ; elle est le reflet d'une immersion. Elle cherche à montrer que la compréhension des dynamiques de paix au Niger, au Sahel, en Afrique et bien sûr ailleurs exige une attention au langage, à la culture et à la complexité des relations sociales. Elle rappelle que nous, chercheurs et praticiens internationaux, sommes inévitablement partiels et que de reconnaître cette part d'ombre et donc les angles morts est la première étape pour voir autrement.

Ancrée dans la littérature sur la résolution des conflits, cette recherche cherche avant tout à rendre visibles certains angles morts qui entravent les efforts internationaux et nationaux de consolidation de la paix au Niger et dans l'ensemble du Sahel. Ces présupposés, souvent non interrogés, tendent à obscurcir les significations locales du conflit et de la réconciliation. En donnant une place centrale aux épistémologies locales et aux logiques relationnelles, elle montre comment des acteurs nigériens comme les chefs traditionnels, médiatrices, leaders de jeunesse, figures religieuses naviguent les différends et soutiennent la coexistence dans des contextes de forte contrainte.

Ces enseignements ouvrent la voie à une autre manière de s'engager, plus lente, fondée sur la confiance, la co-création et l'apprentissage mutuel, plutôt que sur une approche strictement technique.

Ils nourrissent enfin des recommandations destinées aux acteurs et chercheurs de la médiation et du soutien à la paix, centrées sur des

pratiques adaptatives, localement ancrées et réflexives.

Méthodologie

Cette recherche s'est construite comme une enquête participative et orientée vers l'action, attentive aux cultures locales de résolution des conflits au Niger, et portée par une sensibilité anthropologique.

L'accès aux savoirs tacites ne dépend pas uniquement de la capacité à formuler les « bonnes » questions. Il repose tout autant sur la construction de relations de confiance, sur le fait d'être introduit par d'autres, et sur une écoute prolongée, attentive aux rythmes et aux silences, qui permet aux significations profondes d'émerger.

Plutôt que de conduire des entretiens unidirectionnels, la démarche a consisté à ouvrir des espaces de conversation propices à l'apprentissage et à l'échange mutuels. Ces échanges ont porté sur la manière dont les conflits sont résolus, par qui, et selon quelles formes de reconnaissance ; sur ce qu'il est possible d'apprendre de ces pratiques ; ainsi que sur la façon dont elles sont perçues par les communautés non autochtones et internationales, et étudiées par les chercheurs travaillant sur la médiation en Afrique (voir note méthodologique en Annexe).

Entre janvier et juillet 2025, j'ai mené vingt entretiens approfondis formels, tout en poursuivant, depuis le début de mes recherches en juin 2024, de nombreuses conversations informelles. Chaque rencontre commençait par une brève présentation de mon parcours, de mon expérience au Niger et ailleurs, et des raisons de mon intérêt pour les perspectives de mon interlocuteur ou interlocutrice. Cette mise en contexte contribuait à instaurer un climat de confiance et à clarifier ma posture : je ne m'adressais pas aux personnes rencontrées comme une chercheuse venue extraire des données, mais comme quelqu'un cherchant sincèrement à écouter et à comprendre.

Deux formes de dialogue se sont ainsi déployées. D'une part, des échanges plus structurés,

principalement avec des personnes disposées à un cadre formel, souvent en milieu urbain ou professionnel, enregistrés avec leur consentement. D'autre part, des conversations ouvertes, plus fréquentes dans des contextes informels, où la discussion s'ouvrait à partir d'une question introductive unique et se développait librement, sans enregistrement. Ces échanges duraient généralement entre quarante et quatre-vingt-dix minutes.

Les participants étaient invités à signer un formulaire de consentement précisant l'usage de leurs contributions. Si cette formalité paraissait inhabituelle à certains, elle conférait une fois acceptée un cadre clair et une légitimité partagée à l'échange. Les personnes qui préféraient ne pas signer ont néanmoins été écoutées ; leurs réflexions ont nourri ma compréhension générale et mes notes de recherche, sans être citées directement.

Au fil du temps, grâce à des échanges répétés et à des introductions fondées sur la confiance, certaines conversations ont ouvert des fenêtres sur un corpus de savoirs traditionnellement protégés d'inspiration islamique (*'ilm al-asrār*), rarement partagés avec des personnes extérieures. L'accès à ces formes de connaissance requiert patience, discrétion et une certaine légitimité relationnelle, souvent transmise par l'intermédiaire de personnes déjà reconnues et respectées. Une fois cette confiance établie, l'accès s'élargit progressivement, selon un effet boule de neige, chaque rencontre ouvrant vers de nouvelles références et des niveaux d'approfondissement supplémentaires.

Dans cette perspective, le rôle du chercheur ne consiste pas seulement à recueillir ou conserver ces savoirs, mais aussi à les traduire et à les transmettre de manière responsable, afin qu'ils puissent éclairer d'autres acteurs engagés dans la résolution des conflits, tout en respectant leur profondeur culturelle et leur sens.

Cette approche combine rigueur structurée et ouverture, garanties éthiques et confiance relationnelle. Elle se situe au croisement de deux traditions de recherche : l'étude de la circulation des modèles globaux de gestion des conflits vers des contextes locaux, et l'analyse de la manière

dont les pratiques locales contribuent, en retour, à la production de savoirs globaux.

Le travail mené se déploie ainsi entre ces deux pôles. Il prend appui sur des rencontres dialogiques ancrées localement, tout en restant en conversation constante avec des recherches plus larges. L'objectif n'est pas de produire une généralisation abstraite, mais de rendre visibles les philosophies, les imaginaires et les visions du monde qui façonnent la compréhension et la résolution des conflits depuis des positions situées.

En écoutant avec attention et en s'engageant de manière éthique, la recherche permet de mettre au jour non seulement des pratiques, mais aussi des visions du monde qui les informe. La résolution des conflits apparaît alors non comme un simple ensemble de techniques, mais comme l'expression de logiques théologiques, culturelles et philosophiques profondément enracinées.

Dans cette perspective, le choix d'un style d'écriture plus impressionniste et associatif fait partie intégrante de l'approche méthodologique. L'écriture devient un moyen de rendre perceptibles les angles morts. Les récits standardisés tendent à lisser l'incertitude, l'émotion et l'ambiguïté ; or c'est souvent dans ces espaces que se loge le sens. En laissant apparaître des impressions, des fragments et des déplacements de perception, le texte cherche à refléter le caractère fluide et relationnel du savoir. J'invite ainsi les lecteurs et lectrices à parcourir ce matériau comme on le ferait lors d'une rencontre : avec attention, réceptivité, et la conscience que toute compréhension reste partielle et en mouvement.

2 Revue de littérature et cadre théorique

Les angles morts culturels dans la médiation

Les approches universalistes de la médiation qui sont largement inspirées par des modèles occidentaux structurés demeurent aveugles à ce que j'appelle des « angles morts ». Ces derniers apparaissent lorsque la médiation ignore les dynamiques symboliques, langagières ou identitaires qui façonnent les solutions locales (LeBaron 2003 ; Richmond 2011). Privées de ces dimensions, les interventions internationales risquent d'être inappropriées, voire contre-productives (Mac Ginty 2008). Ces angles morts trouvent leurs racines dans deux héritages : (1) le colonialisme et la persistance d'une pensée qui marginalise les savoirs endogènes ; et (2) le positivisme dominant en sciences sociales, qui écarte ce qui échappe à la mesure et aux variables universelles (Mamdani 2012 ; Ferguson 1990).

Des auteurs-praticiens comme Autesserre (2014) ou Richmond (2013) plaident pour des approches plus contextualisées de la paix, éloignées des formats occidentaux. Ces perspectives redonnent leur place aux acteurs souvent perçus comme mineurs – anciens, femmes, médiateurs informels – et valorisent les dynamiques impossibles à standardiser, parfois qualifiées d'« hybrides »

(Boege et al. 2009). Ces systèmes de résolution des conflits peuvent « être plus bénéfiques et plus justes pour les populations concernées », à condition qu'ils soient mis en œuvre de manière équitable (Galvanek et Planta, 2017 : 38).

Le concept d'hétérarchie

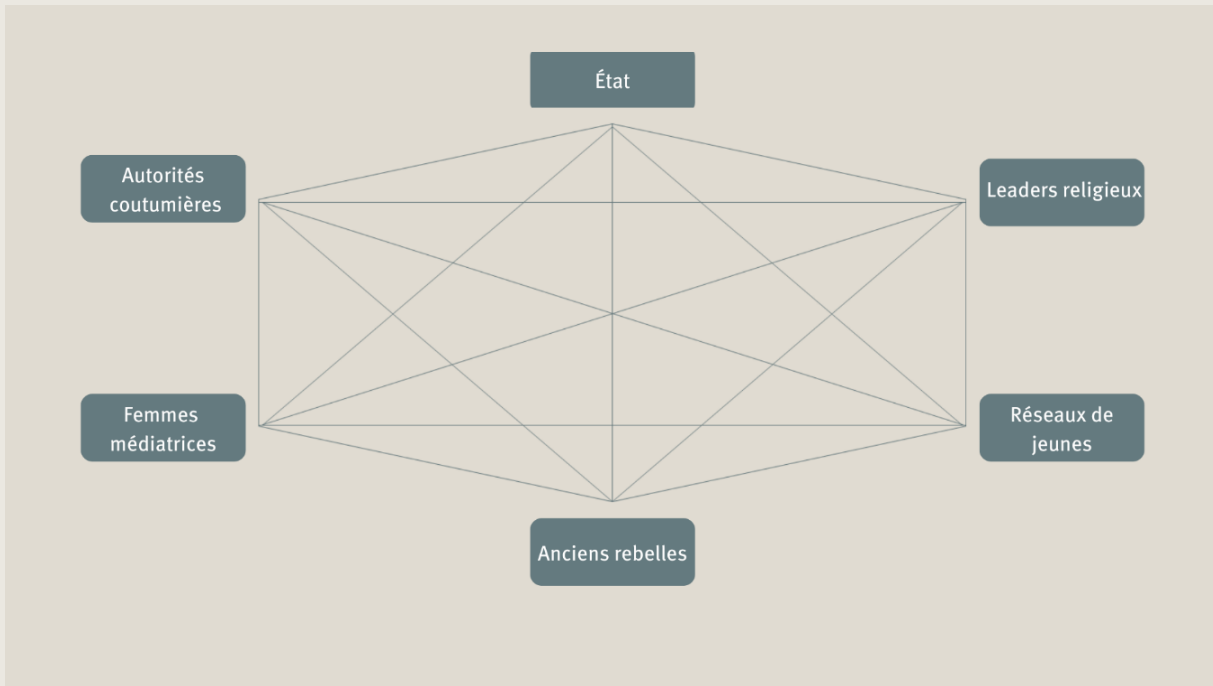
L'« hétérarchie », issue de la sociologie des systèmes complexes, s'oppose à la hiérarchie classique. Dans une hétérarchie, plusieurs formes d'autorité coexistent, se chevauchent, se neutralisent parfois, se renforcent à d'autres moments – sans ordre fixe ni rapport de supériorité (Cilliers 1998 ; Stark 2001). Ce concept, développé notamment par Georg Klute dans ses travaux sur le Mali et la Libye, permet de concevoir les ordres politiques et sociaux comme des systèmes fluides, marqués par l'interaction d'autorités étatiques, coutumières, religieuses et issues de mouvements armés – aucune ne pouvant prétendre à une souveraineté exclusive (Klute 2013).

Au Sahel, cette approche éclaire l'imbrication mouvante des légitimités : État, chefferies, leaders religieux, ONG et acteurs internationaux agissent selon des logiques parfois contradictoires, souvent complémentaires, où nulle autorité monolithique ne prévaut (Richmond 2013). L'hétérarchie aide à comprendre comment la médiation locale fonctionne, loin des schémas linéaires occidentaux.

Reconnaître les angles morts culturels et l'hétérarchie conduit à repenser la médiation de paix non comme une suite d'étapes hiérarchiques et externes, mais comme un tissu relationnel fluide où la paix se construit dans les interstices de l'autorité.

La médiation – ou la transformation du conflit – devient un art de la connexion, mêlant écoute, souplesse et sensibilité culturelle (Lederach 1997 ; Autesserre 2014, 2021).

FIGURE 1 : RÉSEAU HÉTÉRARCHIQUE



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES CHEFS TRADITIONNELS AU NIGER, EN PRÉSENCE DU MINISTRE DE L'INTERIEUR MOHAMED TOUMBA © MINISTERE DE L'INTERIEUR DU NIGER 2025

3 Contexte : Gouvernance nigérienne, autorités coutumières sécurité et résolution des conflits

Gouvernance et autorités coutumières

Au Niger, la gouvernance locale résulte d'un enchevêtrement entre institutions étatiques, autorités coutumières et ressources religieuses. Les travaux du Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) ont montré de longue date que l'État « réel » s'exerce moins à travers la règle formelle qu'au moyen de normes pratiques et d'arrangements situés : des configurations où préfets, maires, chefs traditionnels, notables,² associations et agents publics négocient en continu la production de biens collectifs (de Sardan 2011 ; de Sardan & Alou 2009).

Avant et après la décentralisation étatique, la position des chefferies est demeurée centrale dans la régulation sociale (foncier, pastoralisme,

médiation des litiges). Les synthèses d'Olivier de Sardan et Tidjani Alou (2009) documentent cette centralité et ses ambivalences : une légitimité sociale forte, mais une intégration incomplète et souvent politisée dans l'appareil d'État.

Depuis 2010, puis 2015, des réformes ont formellement intégré la chefferie à l'architecture administrative : les chefs constituent un corps particulier participant à la centralisation et à la distribution de l'autorité locale. En pratique, cette reconnaissance n'a pas aboli la pluralité des registres : la légitimité coutumière continue de peser dans l'arbitrage des conflits et l'accès à la justice (Clingendael 2019).

Dans ce cadre, la grille hiérarchie/hétéarchie devient opératoire. Plutôt qu'une pyramide claire, on observe un système hétéarchique où coexistent et s'entrecroisent autorités étatiques, coutumières, religieuses et associatives, selon des rapports contextuels. Les « huit modes de gouvernance locale » décrits par Olivier de Sardan (2011) aident à comprendre cette diversité des logiques de pouvoir au quotidien.

Pour la médiation, ignorer cette architecture imbriquée revient à manquer les interfaces où se prennent réellement les décisions : chefferies et notables pour la légitimation sociale, services communaux pour l'habillage administratif, figures religieuses pour l'acceptabilité morale.

Contexte sécuritaire (2023 – 2025) et action internationale

Depuis le coup d'État de juillet 2023, le paysage sécuritaire et partenarial du Niger a été profondément reconfiguré. La France a fermé son ambassade et a dû retirer ses troupes fin décembre

2023, mettant fin à sa présence militaire à Niamey (Reuters 2023). Du côté européen, les mandats des missions de Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) – EUCAP³ Sahel Niger et la mission militaire EUMPM – ont été annulés à la demande des autorités nigériennes en décembre 2023, puis non renouvelés par l'UE en mai 2024 (Conseil de l'UE 2024).

Les États-Unis ont dû retirer leurs forces et équipements des bases 101 (Niamey) et 201 (Agadez) au cours de l'été 2024, à la suite de la résiliation de l'accord de coopération (AFRICOM 2024). L'Allemagne a mis fin à sa présence en décembre 2024, pendant que l'Italie a réaligné sa présence militaire au Niger. Sur le plan régional, le Niger a rejoint le Mali et le Burkina Faso au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), qui a annoncé la création d'une force conjointe face à la montée des violences liées au JNIM (*Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin*⁴) et à l'État islamique au Sahel (Le Monde 2024).

Pour l'Union Européenne, plusieurs analyses soulignent que le retrait de ces missions a affaibli le capital relationnel accumulé et la connaissance fine du terrain, tout en compliquant le suivi des réformes et projets entamés (Marangio 2024).

Aujourd'hui, la situation sécuritaire sahélienne reste opaque, voire obscure. Les zones rurales et frontalières sont largement inaccessibles aux observateurs, chercheurs et même à de nombreux humanitaires, ce qui rend toute évaluation objective difficile. Les coups d'État, censés restaurer l'autorité de l'État, n'ont pas apporté la stabilité promise ; la violence djihadiste s'étend et la gouvernance sécuritaire demeure fragmentée. Comme le souligne Wilén (2025, 9) de l'Institut Egmont, « le silence du Sahel ne signifie pas la stabilité ». L'absence d'informations fiables ne signifie pas absence de conflits ; elle traduit souvent des reconfigurations locales du pouvoir. S'y ajoute un lourd héritage colonial et post-colonial : les interventions internationales françaises, américaines, européennes ont souvent généré une dépendance sécuritaire plutôt qu'une autonomie durable. Le rejet et le retrait progressif de ces forces accentue ce vide, poussant les autorités locales à chercher de nouvelles alliances.

Ces dynamiques coïncident avec des déplacements massifs, des mutations démographiques et un climat d'incertitude qui transforment à la fois le quotidien et les structures d'autorité. L'insécurité au Sahel n'est donc pas un état fixe, mais une réalité mouvante, disputée et profondément incertaine. Cette volatilité met en évidence l'hybridité des ordres sécuritaires où institutions fragiles, autorités locales et régulations coutumières coexistent – et parfois s'entre-heurtent.

Dans un tel contexte, les efforts de stabilisation internationale se heurtent à une double limite : l'incapacité à générer une légitimité endogène lorsqu'ils soutiennent les mécanismes locaux de cohésion ; et la difficulté à saisir les dimensions culturelles et symboliques de la résolution des conflits, souvent opaques pour les acteurs extérieurs. Une stabilité durable ne peut émerger qu'en consolidant le tissu social et en articulant l'action de l'État avec ces pratiques locales. Le rejet partiel d'une présence internationale s'explique souvent par un investissement excessif dans les dispositifs formels, au détriment d'approches sensibles aux dynamiques culturelles et aux formes locales de légitimation. La sous-section suivante montre en quoi les dimensions culturelles de la régulation des conflits constituent à la fois un atout et un obstacle pour les acteurs internationaux au Sahel.

Dimensions culturelles de la résolution des conflits au Sahel et au Niger

L'analyse des conflits et de leur résolution dans le Sahel ne peut être dissociée des contextes culturels qui façonnent les modes d'autorité, de négociation et de médiation. Les ethnologues et les sociologues ont montré que les logiques sociales et politiques dans la région s'inscrivent dans des régimes de gouvernance distincts, souvent éloignés des modèles institutionnels occidentaux.

Dans ses travaux ethnographiques sur les sociétés touarègues et sahéniennes, Spittler (1993) décrit comment les dynamiques coutumières, les réseaux de parenté et les pratiques informelles de négociation structurent concrètement la régulation des tensions locales, bien avant qu'elles n'entrent dans des cadres administratifs ou juridiques formels. Le conflit n'est pas seulement une opposition de positions ; il est une pratique sociale inscrite dans des structures relationnelles complexes.

Des chercheurs nigériens et sahéniens tels que de Sardan et Alou (2009), dans leurs travaux sur les pouvoirs locaux au Niger, montrent que les autorités coutumières, religieuses et administratives forment des constellations imbriquées et changeantes. La décentralisation, loin de simplifier les lignes d'autorité, les rend plus hétérogènes encore, obligeant à la fois les communautés et les médiateurs à naviguer au sein de systèmes hybrides.

De ce point de vue, différentes manières de percevoir la politique des interventions internationales sont clairement présentes, mais elles reçoivent rarement l'attention qu'elles méritent. Les dimensions culturelles – la circulation de la parole, la valeur du silence, les coutumes liées à la médiation, la reconnaissance des figures d'autorité traditionnelles – sont essentielles pour comprendre les dynamiques de paix. Comme le soulignent Boege et al. (2009) à propos des « *hybrid political orders* », l'ordre social repose sur la coexistence de normes coutumières, religieuses et étatiques, appelant des approches souples et attentives aux logiques locales.

Ce regard ethnologique et sociologique conduit à une conclusion centrale : analyser le Niger et le Sahel suppose de dépasser les grilles strictement institutionnelles ou sécuritaires pour adopter une lecture culturelle et relationnelle du conflit.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche, qui mobilise une vingtaine d'entretiens formels afin d'identifier les fondements culturels, les mécanismes coutumiers et les pratiques émergentes de résolution des conflits.



PEULS (ÉLEVEURS TRADITIONNELS) EN TENUE CEREMONIELLE AU FESTIVAL DES CIVILISATIONS DU FLEUVE NIGER © ANTJE HERRBERG 2025

4 Portraits d'acteurs et impressions transversale

Sur la base des entretiens réalisés au Niger (voir note méthodologique en Annexe), une analyse détaillée a été conduite afin de dégager les récurrences, contrastes et angles observés à travers une pluralité de profils : chefs coutumiers, femmes médiatrices, responsables institutionnels, membres d'ONG locales, anciens rebelles et chercheurs nigériens. L'objectif était d'identifier les dynamiques communes, mais aussi les tensions et contradictions qui traversent la gouvernance coutumière, la régulation des conflits et la perception des interventions internationales.

Ces entretiens m'ont profondément marquée. Derrière chaque mot, j'ai perçu un courage discret, une volonté obstinée de reconstruire malgré les fractures et les héritages lourds. Je garde en mémoire le silence dense de certaines réponses, les regards parfois plus éloquentes que les phrases. C'est ce tissage d'expériences, de mémoire et de voix que je souhaite transmettre ici, comme un espace de rencontre entre la recherche, l'écoute et la réalité intime du vécu.

Cette section s'appuie sur les enseignements transversaux issus de mes entretiens avec des chefs coutumiers, des médiatrices, des militants de jeunesse, d'anciens combattants et des acteurs institutionnels. Malgré la diversité de leurs parcours et de leurs positions, plusieurs lignes de force se dessinent.

La première tient au poids de l'histoire et à la centralité de la parole coutumière. La parole demeure un outil essentiel de la régulation des conflits, un espace où se négocient la mémoire, la responsabilité et la réparation.

Une autre ligne de force concerne le rôle décisif, mais de plus en plus fragile, des autorités traditionnelles, prises entre les attentes des communautés et les pressions politiques.

À cela s'ajoute l'importance d'acteurs longtemps relégués à l'arrière-plan, en particulier les femmes, qui interviennent précisément là où les tensions émergent, souvent bien avant qu'elles ne se transforment en conflits ouverts.

Enfin, les entretiens font apparaître le poids persistant des mémoires collectives des conflits passés. Ces mémoires continuent de façonner les perceptions, les méfiances et les espoirs, et influencent profondément les réactions à l'égard des acteurs extérieurs, dont les approches sont fréquemment perçues comme déconnectées des réalités locales.

Pris ensemble, ces éléments, tels qu'ils émergent des voix et des expériences partagées au fil des entretiens, constituent le socle analytique de la discussion plus approfondie qui suit.

Le poids de l'histoire et la parole coutumière

Dès mon arrivée en 2023, j'ai compris que la parole au Sahel n'est jamais anodine. Elle se donne lentement, dans une économie d'expression où chaque mot pèse, chargé d'histoire et de symbolique. La parole devient espace de négociation et de reconnaissance mutuelle.

« Ici, le conflit se parle avant de se résoudre ; il faut donner des mots avant de donner des solutions. » (Chef coutumier, mai 2025).

La parole coutumière fonctionne comme une médiation vivante : elle relie les générations, les lignages et les autorités. Elle ne se réduit pas à la discussion ; elle implique un art du rythme, du silence et du respect des hiérarchies symboliques.

« Nous n'avons pas d'armes puissantes, mais nous avons la parole. Et si elle est bien utilisée, elle peut sauver un village. » (Chef coutumier, Tillabéri, mai 2025).

Autorité coutumière et légitimité locale

L'autorité coutumière apparaît comme un pilier transversal. Les chefs traditionnels demeurent les premiers recours en cas de conflit, garants d'un ordre social ancré dans la mémoire collective. Mais leur rôle est aujourd'hui fragilisé : d'une part par la politisation croissante des chefferies à travers les logiques électorales et clientélistes ; d'autre part par la concurrence avec les dispositifs étatiques et les mécanismes internationaux.

« Quand il y a un problème, on appelle le chef du village, parce qu'il connaît l'histoire des familles et peut parler avec tout le monde. Mais aujourd'hui, on voit les autorités administratives vouloir décider sans lui, et cela crée des frustrations. » (Chef coutumier, Tahoua, juin 2025).

Les chefs se perçoivent souvent comme les gardiens d'une paix locale, mais ils manquent de moyens institutionnels et se sentent marginalisés dans les programmes officiels. Certains soulignent aussi le risque d'une perte de légitimité lorsque les chefs sont perçus comme trop proches du pouvoir politique.

Genre, générations et transmission des savoirs

Les femmes et les jeunes apparaissent comme des acteurs de médiation souvent invisibles, mais essentiels. Elles et ils interviennent dans les espaces domestiques, communautaires ou religieux, là où les tensions s'expriment d'abord. Les femmes médiatrices sont particulièrement conscientes des dimensions émotionnelles et relationnelles des conflits.

« Quand les hommes parlent entre eux, ils oublient que les femmes connaissent souvent les vraies causes des disputes. Nous intervenons avant que ça n'explose, mais personne ne nous écoute dans les grandes réunions. » (Médiatrice locale, Dosso, mai 2025).

« On croit que nous restons derrière, mais nous sommes devant, là où la colère s'allume. » (Femme médiatrice, Tahoua, juin 2025).

Ces paroles murmurées, presque dans la crainte, révèlent une médiation invisible mais vitale. Elles ouvrent une autre lecture : celle d'une paix tissée dans le quotidien et les gestes discrets.

Les jeunes, quant à eux, oscillent entre frustration et engagement. Ils sont à la fois les premiers exposés aux effets de la crise et les porteurs d'initiatives locales. Mais ils dénoncent leur marginalisation dans les espaces de décision et les structures traditionnelles.

La transmission intergénérationnelle du savoir reste un enjeu majeur. Plusieurs jeunes interrogés ont exprimé leur crainte que les savoirs coutumiers disparaissent, faute d'être reconnus et valorisés.

« Les vieux savent parler, écouter, calmer. Nous, on n'a pas appris ça à l'école. Il faut qu'ils nous montrent avant qu'il soit trop tard. » (Etudiant en sciences sociales, Niamey, juin 2025).

Mémoire des conflits et continuités historiques

Les mémoires locales des conflits – qu’il s’agisse des rébellions touarègues, des tensions intercommunautaires ou des déplacements récents – influencent fortement la perception de la légitimité et les attentes envers la médiation. Les blessures non reconnues continuent de peser sur les relations entre groupes et sur la confiance envers les acteurs extérieurs.

« Les ONG viennent parler de paix, mais elles ne connaissent pas les blessures qu’on garde depuis les rébellions. Tant qu’on n’a pas reconnu cette histoire, il y aura toujours des rancunes. [...] Les blessures ne s’effacent pas, mais si nous les partageons, peut-être que nos enfants sauront éviter de reproduire les mêmes erreurs. » (Ancien rebelle, Agadez, juin 2025).

Mécanismes locaux et interfaces avec l’État

Les mécanismes locaux de résolution tels que les palabres⁵ collectives, serments, interventions d’anciens, et médiations familiales, demeurent centraux. Leur efficacité repose sur la proximité, la confiance et la connaissance fine des histoires locales. Mais leur articulation avec les structures étatiques reste floue : la justice coutumière et la justice formelle coexistent sans véritable coordination.

« Quand on va au tribunal, on ne comprend pas leurs papiers. C’est cher et ça prend du temps. Mais si les vieux règlent, c’est accepté tout de suite. » (Agriculteur, Tillabéri, mai 2025).

Cette dualité crée des zones grises où les populations choisissent le canal le plus accessible ou le plus légitime selon la situation. Certains médiateurs suggèrent qu’une meilleure reconnaissance institutionnelle des médiations coutumières pourrait renforcer la prévention des conflits.

« Si on travaillait ensemble, les chefs, les maires et les juges, beaucoup de conflits seraient réglés avant d’arriver à la violence. » (Médiateur communautaire, Dosso, juin 2025).



VISITE AU VILLAGE DE GAMOUNAN © ANTJE HERRBERG 2025

5 Les angles morts des approches internationales et l'appui aux méthodes endogènes

Le Niger a longtemps été un espace d'intervention privilégié pour la communauté internationale — à travers des missions militaires, des programmes de développement et des ONG internationales. Cette présence a façonné la gouvernance sécuritaire et humanitaire, mais elle a aussi généré des dynamiques de dépendance et de méfiance.

Plusieurs interlocuteurs soulignent que la visibilité internationale est partout : dans les projets, dans les discours, dans les rapports, parfois même dans les processus de médiation.

Ce constat récurrent traduit une forme de fatigue à l'égard de la logique de projet, où chaque cycle apporte son nouveau vocabulaire, son nouvel outil, sans forcément s'inscrire dans la continuité des efforts locaux. Les interventions extérieures tendent à reproduire des modèles de gouvernance ou de paix « exportés » — des logiques linéaires, hiérarchisées — qui ignorent souvent la pluralité des légitimités locales.

Or, au Niger comme dans l'ensemble du Sahel, l'autorité n'est pas verticale : elle est hétérarchique. Elle s'organise selon des équilibres

mouvants entre chefs coutumiers, figures religieuses, élus, notables, associations, leaders de jeunesse, anciens rebelles ou représentants de l'État. Aucun acteur ne monopolise la décision ; le pouvoir se négocie dans les interfaces, ces espaces d'interaction où se croisent les différentes formes de légitimité.

Malgré cela, la plupart des acteurs internationaux continuent de rechercher le point d'entrée unique : un chef, un président, une structure officielle, un interlocuteur fixe. Cette approche linéaire échoue à saisir la complexité du terrain. Ici, la paix se construit dans les interstices, en persuadant plusieurs acteurs à la fois, en ajustant les alliances, en maintenant les équilibres précaires.

La communauté internationale apparaît dans presque toutes les conversations — parfois à l'arrière-plan, parfois au cœur des récits. Elle est perçue comme indispensable, mais aussi souvent mal comprise. Ces malentendus nourrissent les tensions : les voix locales se sentent ignorées, tandis que les acteurs extérieurs persistent à appliquer des schémas figés.

« Les étrangers viennent toujours avec leurs propres idées. Ils veulent aider, mais parfois ils imposent des choses qui ne correspondent pas à notre réalité. On les voit dans les villages, mais après quelques mois, tout disparaît. » (Participant de Tahoua).

Les entretiens mettent en lumière une tension profonde, héritée du passé colonial et amplifiée par des décennies d'interventions. Beaucoup d'acteurs locaux perçoivent ces initiatives comme déconnectées des logiques sociales et génératrices de malentendus.

« Nos interventions sont conçues pour soutenir les dynamiques locales, mais nous constatons souvent que les partenaires extérieurs n'accordent pas assez d'espace à l'écoute des pratiques endogènes de règlement des conflits. On ne peut pas

simplement importer des modèles, il faut dialoguer avec ceux qui vivent ces réalités chaque jour. »
(Représentant de la Fondation Hirondelle, Radio Communautaire).

« L'État colonial a toujours voulu mettre les chefs de côté. Aujourd'hui, les ONG internationales reproduisent la même erreur, en oubliant que sans les autorités coutumières, rien ne peut marcher. »
(Chef coutumier)

Les voix recueillies reflètent une grande diversité de perceptions : certaines saluent les ressources et la visibilité apportées par les acteurs extérieurs ; d'autres dénoncent leur méconnaissance persistante des dynamiques sociales locales. Cette ambivalence témoigne d'une fracture entre l'intention des partenaires internationaux et la réception de leurs actions.

« Nous avons besoin de soutien, oui — mais pas de modèles importés. La paix ici doit être négociée selon nos traditions, pas seulement selon les

programmes écrits à Bruxelles ou à New York. »
(Médiateur local)

Ces perceptions convergent vers un constat partagé : la communauté internationale reste incontournable, mais elle demeure trop souvent extérieure aux logiques locales.

Cela souligne l'importance d'une approche fondée sur l'écoute, la reconnaissance des autorités coutumières et l'intégration des mécanismes culturels endogènes dans les stratégies de résolution des conflits. Les malentendus entre les acteurs locaux et internationaux peuvent ainsi être compris comme un angle mort majeur des politiques de paix et de développement au Niger.



CÉRÉMONIE DE DISTINCTION PRÉSIDIÉE PAR LE SULTAN DE ZINDER, AVRIL 2025 © ANTJE HERRBERG 2025

6 Conclusion

Ce processus de recherche montre que la résolution des conflits au Niger et, plus largement, dans le Sahel, ne peut être réduite à des modèles importés ni à la recherche d'accords rapides. La paix n'y émerge pas d'un centre unique de pouvoir, mais d'un tissu vivant de relations reliant chefs et anciens, médiatrices, leaders de jeunesse, figures religieuses, associations et acteurs étatiques. Aucune autorité ne peut s'en réclamer entièrement. La légitimité y est dispersée, partagée et sans cesse rééquilibrée. Dans un tel contexte, médier ne consiste pas à identifier un point d'entrée unique et stable, mais à pratiquer l'art de tisser plusieurs fils à la fois, afin de construire une trame suffisamment résiliente pour durer.

Cette lecture peut paraître abstraite ou poétique. Elle correspond pourtant à une réalité vécue au quotidien, y compris sous régime militaire. Dans l'ensemble du Sahel, les gouvernements autoritaires cherchent à centraliser le pouvoir et à affirmer une autorité exclusive. Mais, sous cette surface institutionnelle, la légitimité continue de circuler : dans la voix des chefs, dans les conseils de femmes, dans les espaces de mobilisation de la jeunesse. Même dans des contextes autoritaires, la médiation demeure plurielle, et c'est précisément dans cette pluralité que réside sa force.

Les acteurs internationaux ont trop souvent sous-estimé cette complexité. Ils ont privilégié la rapidité de l'action à la lenteur de l'écoute, l'ordre bureaucratique au soutien flexible, la conclusion d'accords formels à la construction patiente de relations. Lorsqu'une médiatrice m'a expliqué que de nombreux conflits liés à la terre ou au bétail sont désamorçés dans les cuisines ou les cours familiales, bien avant d'apparaître dans un quelconque dispositif officiel, il est apparu clairement que négliger ce travail invisible revient à ignorer la paix à sa racine.

Pour les décideurs à Bruxelles, New York, Addis-Abeba ou Washington, ces constats appellent un changement de posture. L'engagement international ne peut reposer sur l'illusion d'une autorité unique ou d'un interlocuteur central. Il suppose au contraire de reconnaître l'hétérarchie comme ordre dominant, de cartographier les différentes sources de légitimité, de travailler avec elles simultanément et d'accepter que leurs chevauchements ne soient pas des signes de confusion, mais des conditions de résilience. Les structures formelles ne remplacent pas les structures coutumières ; elles coexistent avec elles, et la légitimité se construit dans l'équilibre entre les deux.

Cette reconnaissance a également des implications directes pour le financement de l'aide internationale et de la consolidation de la paix. Les instruments conventionnels atteignent rarement celles et ceux qui jouent un rôle décisif au moment où les tensions émergent. Des mécanismes plus flexibles existent déjà, mais ils doivent être priorités et adaptés aux réalités sahéniennes. Le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix, ou certains fonds intermédiaires de confiance, permettent des décaissements rapides et de faible ampleur en direction des médiateurs locaux, des associations de femmes ou des réseaux de jeunes. En parallèle, des soutiens relationnels pluriannuels sont indispensables. Il ne s'agit pas de financer des projets de courte durée qui s'achèvent au moment même où la confiance commence à se construire, mais de permettre à des associations communautaires, à des réseaux universitaires de femmes ou à des structures locales de devenir, dans le temps, de véritables ancrages de la paix. Des mécanismes nationaux tels que la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix peuvent jouer un rôle de relais essentiel, précisément parce qu'ils sont en lien direct avec les acteurs de terrain. Bien souvent, ce qui importe n'est pas tant le volume des financements que la manière dont ils circulent : rapides lorsque les crises l'exigent, constants lorsque les relations demandent du

temps, et toujours ancrés dans la légitimité locale plutôt que dans la visibilité externe.

Les missions diplomatiques et de développement gagneraient à assumer pleinement leur vocation première comme espaces d'écoute et de convocation. Leur contribution majeure ne réside pas tant dans la programmation publique, qui alimente souvent la suspicion, que dans la culture patiente des relations et du savoir. Cela va bien au-delà de la simple désignation d'un point focal pour la société civile. Il s'agit de tisser des liens durables, et non ponctuels, avec celles et ceux qui sont déjà engagés dans l'écoute et la compréhension des dynamiques locales, chercheurs, ONG et instituts nationaux, et de les reconnaître formellement comme partenaires du conseil politique et de l'analyse des conflits.

Les ambassades s'appuient déjà, souvent de manière informelle, sur cette expertise. Formaliser et pérenniser ces relations permettrait d'approfondir la compréhension tout en préservant la discrétion nécessaire. Dans des contextes où les interventions visibles risquent de susciter l'hostilité, la construction de la confiance et la clarté des intentions deviennent essentielles. Les missions diplomatiques devraient pouvoir indiquer explicitement qu'elles ne contournent pas l'autorité de l'État, mais qu'elles soutiennent les sociétés de manière discrète, à travers le dialogue, l'observation et une coopération pragmatique avec des acteurs non étatiques, afin de mieux comprendre les dynamiques à l'œuvre. Il s'agit là d'un travail de prévention des conflits. La présence peut ainsi rester possible sans visibilité excessive, et le savoir être recueilli sans approfondir les antagonismes.

Plus largement, cette recherche confirme que la compréhension doit précéder l'intervention. Le travail d'instituts tels que le LASDEL, ainsi que les apports de l'anthropologie et de la sociologie, ne relèvent pas d'un supplément optionnel, mais constituent une condition essentielle d'un engagement éclairé. Les indicateurs techniques ne permettent pas de saisir le poids du silence, la signification des rituels ou la profondeur de la mémoire. Sans ces éclairages, les politiques publiques continueront de reproduire des angles morts. Intégrer ces savoirs dès l'élaboration des

stratégies n'est pas un luxe analytique, mais une exigence de responsabilité.

Mon expérience personnelle a également confirmé que la paix au Sahel ne peut se construire sur l'oubli, l'autre face de l'invisible. Les mémoires non résolues de la rébellion, du déplacement et du traumatisme traversaient chaque dialogue. La réconciliation n'y prend pas la forme d'un moment symbolique ou d'un rituel officiel, mais s'inscrit dans un processus lent de reconnaissance intergénérationnelle, où les blessures passées continuent de façonner les relations présentes.



RÉCEPTION A LA COUR DU SULTAN DE ZINDER © ANTJE HERRBERG 2025

7 Recommandations

La paix et la sécurité au Sahel appellent un changement de posture. Les enseignements issus de cette recherche confirment que la gestion durable des conflits repose moins sur des dispositifs visibles ou rapides que sur les relations, la légitimité locale et une présence lente mais continue. Or, les acteurs internationaux continuent trop souvent de privilégier la visibilité, la rapidité d'exécution et des modèles procéduraux qui ne correspondent pas au fonctionnement réel de l'autorité au Niger et, plus largement, dans le Sahel.

Les recommandations qui suivent traduisent ces constats en orientations opérationnelles à destination des bailleurs de fonds, des acteurs diplomatiques et de la communauté de recherche.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES BAILLEURS DE FONDS

- 1 **Passer de cycles de projets de court terme à des soutiens de long terme:** Les mécanismes de financement devraient refléter la réalité de la gouvernance hétérarchique : chefs coutumiers, imams, groupes de femmes, réseaux de jeunes, anciens rebelles et responsables locaux agissent simultanément. Un soutien de long terme permet de construire la confiance entre ces différents niveaux et d'éviter la création de hiérarchies artificielles.
- 2 **Investir dans des fonds flexibles de légitimité de la paix et de prévention des conflits :** Les médiateurs locaux, les associations de femmes et les leaders de jeunesse interviennent souvent dès l'émergence des tensions, avant tout processus formel. Des fonds à accès rapide, décaissés via des structures nationales de confiance telles que la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix ou par l'intermédiaire de fondations, permettent une action opportune là où elle est la plus nécessaire.
- 3 **Éviter la création de nouveaux gardiens de l'accès :** Afin de préserver la légitimité des médiateurs locaux, les bailleurs devraient veiller à ne pas concentrer les financements entre les mains de quelques acteurs visibles. Le soutien doit être distribué au sein de constellations d'acteurs, afin de maintenir les équilibres et d'éviter les dynamiques de monopolisation.
- 4 **Aligner les critères de financement sur les dynamiques réelles des conflits :** Un travail de paix efficace est souvent discret : une rencontre de réconciliation dans un village, l'intervention silencieuse d'un ancien, un dialogue de femmes qui empêche une escalade. Les cadres de financement et d'évaluation devraient reconnaître ces résultats, même lorsqu'ils ne prennent pas la forme d'événements publics ou de programmes de grande ampleur.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES ACTEURS DIPLOMATIQUES

- 5 Reconcevoir la fonction diplomatique comme une plateforme d'écoute :** Les ambassades gagneraient à prioriser un engagement régulier avec les chercheurs locaux, les autorités coutumières, les médiatrices et les acteurs de la société civile. La présence de chercheurs en résidence ou d'analystes de terrain au sein des missions diplomatiques pourrait renforcer la compréhension contextuelle et réduire les angles morts de l'analyse politique.
- 6 Intégrer la perspective hétérarchique dans l'analyse et l'action diplomatiques :** Les missions devraient prêter attention à l'enchevêtrement des autorités étatiques, coutumières, religieuses ou informelles, et observer la manière dont la légitimité circule entre elles. Cette lecture offre une base plus réaliste pour l'engagement dans des contextes où aucune autorité unique ne s'impose.
- 7 Développer des capacités internes pour comprendre les interactions avec les acteurs non étatiques :** À l'échelle locale, les communautés négocient quotidiennement l'accès, la mobilité et la sécurité avec des acteurs informels ou armés. Les diplomates doivent être en mesure de comprendre ces dynamiques sans les normaliser ni les légitimer, condition essentielle à des analyses sécuritaires crédibles.
- 8 Réorienter la prévention des crises vers un engagement relationnel :** La cartographie des dialogues locaux, l'entretien de réseaux discrets et la construction de relations de confiance offrent souvent plus de valeur que la diplomatie publique ou les programmes événementiels. Les missions diplomatiques gagneraient à investir davantage de temps dans ces relations de fond.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DES CHERCHEURS

- 9 Adapter le rythme de la recherche à celui des savoirs locaux :** Les dynamiques conflictuelles du Sahel sont façonnées par la mémoire, le silence, le rituel et des pratiques tacites. Les comprendre exige du temps, des engagements répétés et une réflexivité assumée.
- 10 Recentrer les disciplines interprétatives dans la recherche sur la médiation :** L'anthropologie, la sociologie, la théologie et la psychologie sont indispensables pour saisir les fondements culturels des conflits. Ces dimensions restent largement absentes des analyses politiques ou sécuritaires, alors même qu'elles structurent la légitimité et l'imaginaire de la réconciliation.
- 11 Mettre en place un flux de connaissances véritablement bidirectionnel :** Les résultats de la recherche devraient être restitués aux communautés concernées, en français, en haoussa, en zarma et en arabe, et ne pas rester confinés aux cercles académiques. Cette restitution renforce la redevabilité et soutient les infrastructures locales de paix.
- 12 Soutenir des écosystèmes de recherche collaboratifs :** Les partenariats entre chercheurs internationaux, instituts nationaux, praticiens et médiateurs permettent de produire des savoirs utiles pour la recherche et pour l'élaboration des politiques publiques.
- 13 Retrouver de la profondeur dans la pratique et la recherche sur la paix :** Le Sahel requiert des approches fondées sur la compréhension fine des contextes, maîtrise des codes culturels et une présence relationnelle de long terme. Les outils techniques et les méthodes standardisées ne peuvent, à eux seuls, saisir le fonctionnement réel de l'autorité ni la manière dont les conflits sont résolus. Intégrer les apports de l'anthropologie et de l'expérience vécue devrait constituer un préalable à tout engagement responsable.

NOTES DE FIN

¹ EUCAP Sahel a opéré en tant que mission de renforcement des capacités de l'Union européenne du 8 août 2012 au 30 septembre 2024 (voir note de bas de page 3).

² Le terme « notables » désigne des figures socialement respectées — anciens, familles influentes, leaders religieux et représentants communautaires — qui détiennent une autorité informelle en dehors des structures formelles de la chefferie.

³ EUCAP désigne la Mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Niger, dont l'objectif global était de renforcer le secteur de la sécurité intérieure du Niger ainsi que ses capacités de lutte contre les menaces sécuritaires majeures. EUMPM désigne la Mission de partenariat militaire de l'Union européenne, qui n'a pas été opérationnelle dans la pratique.

⁴ JNIM, ou Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, est une coalition affiliée à al-Qaïda, formée en mars 2017, qui combine une idéologie jihadiste avec des stratégies locales d'insurrection et de gouvernance.

⁵ Les palabres sont des délibérations ouvertes et communautaires, conduites par des notables ou des anciens, au cours desquelles les différends sont discutés publiquement, les responsabilités négociées et l'harmonie sociale restaurée. Elles sont ancrées dans l'histoire orale et la recherche du consensus, et fonctionnent comme des mécanismes localement légitimes de résolution des conflits dans des contextes où l'État dispose d'une portée ou d'une légitimité limitée. Voir Spittler (1993).

BIBLIOGRAPHIE

- AFRICOM (United States Africa Command) (2024). "US Withdrawal from Niger Completed". Press release, 16 September.
- Autesserre, Séverine (2021). *The Frontlines of Peace: An Insider's Guide to Changing the World*. New York: Oxford University Press.
- Autesserre, Séverine (2014). *Peaceland: Conflict Resolution and the Everyday Politics of International Intervention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Behrends, Andrea, Sung-Joon Park and Richard Rottenburg (2014). *Travelling Models in African Conflict Management: Translating Technologies of Social Ordering*. London: Brill.
- Boege, Volker, Anne Brown, Kevin Clements and Anna Nolan (2009). Building Peace and Political Community in Hybrid Political Orders. *International Peacekeeping*, 16(5), 599–615.
- Bourdieu, Pierre (1992). *The Logic of Practice*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Bourdieu, Pierre and Loïc D. Wacquant (1992). *An Invitation to Reflexive Sociology*. Chicago: University of Chicago Press.
- Cilliers, Paul (1998). *Complexity and Postmodernism: Understanding Complex Systems*. London: Routledge.
- Clingendael Institute (2019). *Traditional Authorities in Niger: Politicization and Under-Representation*, in: Fransje Molenaar, Jonathan Tossell, Anna Schmauder, Rahmane Idrissa and Rida Lyammouri (eds.). *The Status Quo Defied: The Legitimacy of Traditional Authorities in Areas of Limited Statehood in Mali, Niger and Libya*. CRU Report. The Hague: Clingendael Institute, 53–79.
- European Council (2024). "EUMPM Niger: Council decides not to extend the mandate of the mission". *Press Release*. Brussels: 27 May.
- De Sardan, Olivier, J.P. (2011) The Eight Modes of Local Governance in West Africa. *IDS Bulletin*, 42(2), 22-31.
- De Sardan, Olivier J.P. and Tidjani alou, Mahaman (Eds.) (2009) *Les Pouvoirs Locaux au Niger*. Paris: Karthala.
- Ferguson, James (1990). *The Anti-Politics Machine: "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Galvanek, Janel B. and Katrin Planta (2017). *Peaceful Coexistence? 'Traditional' and 'Non-traditional' Conflict Resolution Mechanisms*. Research Report. Berlin: Berghof Foundation Operations.
- Göldner-Ebenthal, Karin and Véronique Dudouet (2019). *Dialogue with Salafi Jihadi Armed Groups:*

- Challenges and Opportunities for Conflict De-escalation*. Research Report. Berlin: Berghof Foundation.
- Klute, Georg (Ed.) (2004) *Heterarchie: Neue Forschungen zur afrikanischen Politik*. Hamburg: Institut für Afrika-Kunde.
- Klute, Georg (2013). *African Political Actors in 'Ungoverned Spaces': Towards a Theory of Heterarchy*, in: Georg Klute and Peter Skalník (eds.). *Actors in Contemporary African Politics*. Berlin/Münster/Vienna/Zürich: LIT Verlag, 1-24.
- Klute, Georg and Trutz von Trotha (Eds.) (2000). *Local Politics and Local Political Actors in Africa: Preconditions of Democracy*. Cologne: Rüdiger Köppe Verlag.
- Kohl, Karl-Heinz (2012). *Ethnologie – Die Wissenschaft vom kulturell Fremden*. München: C.H. Beck.
- LeBaron, Michelle (2003). *Bridging Cultural Conflicts: A New Approach for a Changing World*. San Francisco: Jossey-Bass.
- Lederach, John Paul (1997). *Building Peace: Sustainable Reconciliation in Divided Societies*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press.
- Mac Ginty, Roger (2008). Indigenous Peace-Making Versus the Liberal Peace. *Cooperation and Conflict*, 43(2), 139–163.
- Mamdani, Mahmood (2012). *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Marangio, Rossella (2024). Sahel reset: time to reshape the EU's engagement. *EU Institute for Security Studies (EUISS)*. Brief 2.
- Reuters (2023). "France Pulls Troops Out of Niger". 15 December.
- Richmond, Oliver P. (2011). *A Post-Liberal Peace*. London: Routledge.
- Richmond, Oliver P. (2013). *Failed Statebuilding: Intervention, the State, and the Dynamics of Peace Formation*. Yale University Press.
- Santos, Boaventura de Sousa (2014). *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*. Boulder, CO: Paradigm Publishers.
- Spittler, Gerd (1993). Political Anthropology in Africa: Perspectives on Decentralisation. *Sociologus* 43, no. 2.
- Stark, David (2001). Heterarchy: Exploiting Ambiguity and Organizing Diversity. *Brazilian Journal of Political Economy*, 21(1), 22-41.
- Tidjani Alou, Mahaman (2012). Entre autonomie et dépendance: dynamiques des «policy transfers» en Afrique subsaharienne. *Alternatives Sud*, 19, 107-122.
- Wilén, Nina (2025). *The Silence of the Sahel does not Equal Stability*. Egmont Institute/Africa Policy Brief No.374, 17 April.

ANNEXE 1 : NOTE MÉTHODOLOGIQUE

La recherche présentée dans ce rapport de synthèse a été conçue comme une enquête participative, orientée vers l'action et de nature ethnographique sur les cultures locales de résolution des conflits au Niger. L'objectif n'était pas seulement de collecter des données, mais de créer un espace mutuel d'apprentissage, dans lequel la chercheuse et les participants co-construisent des connaissances. Cette approche va au-delà des méthodes extractives et permet l'émergence de savoirs souvent inaccessibles par des moyens conventionnels.

CADRER LA RENCONTRE

Chaque conversation commençait par une présentation personnelle : qui je suis en tant qu'enquêtrice, ce que j'ai fait, et pourquoi je m'intéressais aux approches locales de résolution des conflits. Me situer de cette manière était essentiel pour instaurer la transparence et construire la confiance. Ayant vécu et travaillé au Niger ainsi que dans d'autres pays d'Afrique, je pouvais me positionner à la fois comme initiée à certaines expériences et étrangère à d'autres. Cette dualité a façonné la qualité dialogique des rencontres.

CONVERSATIONS STRUCTURÉES ET OUVERTES

Deux formats de conversation distincts ont été privilégiés :

- **Des dialogues structurés,** généralement avec des personnes qui semblaient d'emblée disposées à s'engager dans un échange plus formel. Ceux-ci étaient plus fréquents dans les villes ou les contextes institutionnels, où les participants étaient habitués aux discussions organisées et où s'est déroulée la majorité de mes entretiens.
- **Des conversations ouvertes,** plus courantes dans les villages ou les contextes informels, où le dialogue se déployait de manière spontanée à partir d'une question introductive.

Les échanges duraient généralement entre 40 et 90 minutes. La combinaison de ces formats a permis à la fois une collecte systématique de données et l'émergence de perspectives inattendues.

ÉTHIQUE ET CONSENTEMENT

Les participants étaient invités à signer un formulaire de consentement précisant l'usage des informations, le caractère anonyme ou non des citations, ainsi que les modalités de vérification ultérieure des citations avec eux. Pour certains, la demande de signature suscitait une certaine hésitation, en raison de la charge formelle inhabituelle qu'elle impliquait. Une fois signé, ce

document conférait toutefois sérieux et légitimité à l'échange.

Les contributions de celles et ceux qui ont choisi de ne pas signer ont néanmoins été prises en compte de manière globale, sans être citées directement ni intégrées au corpus principal de recherche. Cela a permis de maintenir une assise éthique tout en valorisant les perspectives exprimées dans les échanges.

PROCESSUS D'ANALYSE

Toutes les conversations ont été menées en français et transcrites à l'aide d'outils d'IA. Les transcriptions ont ensuite été analysées selon un processus combinant :

- L'extraction de mots-clés assistée par l'IA,
- Une lecture approfondie par la chercheuse,
- Des écoutes répétées afin de saisir les nuances « entre les lignes ».

Ce processus triangulé a permis de faire émerger des thèmes transversaux tout en veillant à ne pas perdre les dimensions subtiles du sens. Les enseignements dégagés ont ensuite été confrontés à la littérature académique existante, utilisée comme variable dépendante afin de situer les savoirs locaux dans des cadres épistémiques plus larges.

ACCEDER AUX SAVOIRS TACITES

Ce qui rend cette approche singulière est sa capacité à accéder à des formes de savoir rarement formulées dans la recherche conventionnelle. Grâce à une confiance dialogique, l'enquête a ouvert des fenêtres sur un corpus de connaissances ésotériques

d'inspiration islamique, désigné localement comme 'Ilm al-Azhar. Ce corpus ne se transmet ni par des archives ni par des sources historiques, mais à travers des conversations vécues, des échanges relationnels et des codes culturels.

L'accès à ce type de savoir exige plus que de la persévérance. Les chercheurs doivent être introduits par des intermédiaires de confiance, bénéficier d'un certain mandat ou d'une forme de légitimité, et construire la confiance pas à pas. Le processus se déploie souvent selon un effet boule de neige, où les références multiples et les conversations successives ouvrent progressivement des couches de connaissance plus profondes.

Le rôle du chercheur ne consiste toutefois pas seulement à « bénéficier » d'un accès privilégié à des savoirs ésotériques. Il implique la responsabilité de traduire et de transmettre ces connaissances de manière à ce qu'elles profitent à l'ensemble des acteurs concernés, en faisant le pont entre les visions du monde locales et les débats académiques ou politiques plus larges.

RÉFLEXION ÉPISTÉMOLOGIQUE

La singularité méthodologique de ce rapport fait écho à la réflexion de Karl-Heinz Kohl dans son ouvrage *Ethnologie – die Wissenschaft vom kulturell Fremden* (« L'ethnologie – la science de l'altérité culturelle »). Kohl soutient que la force épistémologique de l'ethnologie réside dans sa confrontation systématique et guidée par la théorie avec l'Autre — une confrontation qui ne révèle pas seulement des mondes étrangers, mais reconfigure également le cadre

de compréhension du chercheur lui-même.

En ce sens, la présente recherche illustre précisément ce que décrit Kohl : la rencontre avec le *ʿIlm al-Azhar* n'est pas simplement une rencontre avec un savoir étranger, mais une confrontation épistémique qui se réfracte sur les catégories mêmes de la chercheuse. L'acte d'écouter et de co-interpréter devient ainsi une forme de production réflexive du savoir.

ENTRE ÉPISTÉMOLOGIES GLOBALES ET LOCALES

Ce positionnement méthodologique entre également en résonance avec les débats actuels en anthropologie africaniste et en recherche sur les conflits. Dans *Travelling Models in African Conflict Management* (2014), Andrea Behrends, Sung-Joon Park et Richard Rottenburg proposent un cadre pour comprendre comment les modèles globaux de gouvernance et de gestion des conflits « voyagent » vers les contextes africains. Leur analyse porte sur les processus de traduction et de réagencement qui se produisent lorsque des cadres élaborés à l'extérieur sont ancrés localement.

À l'inverse, des chercheurs comme Georg Klute mettent l'accent sur le mouvement inverse : construire la théorie à partir de recherches ethnographiques ancrées dans les pratiques locales de régulation des conflits.

L'approche des « angles morts » proposée ici se situe entre ces deux pôles. Elle commence par des rencontres dialogiques locales, attentives à leur profondeur culturelle et théologique, tout en confrontant en permanence les enseignements émergents aux littératures globales

existantes et aux cadres comparatifs. Ce faisant, elle évite à la fois le risque d'imposer des modèles universalistes et celui de se replier sur des particularismes purement locaux. Elle cultive au contraire un va-et-vient réflexif entre savoirs locaux et débats globaux, permettant à chacun d'interroger et d'enrichir l'autre.

CONCLUSION






En résumé, cette méthodologie de recherche se distingue dans le champ des sciences sociales en ce qu'elle combine rigueur structurée et ouverture dialogique, outils techniques et écoute humaine, garanties éthiques et confiance relationnelle. Sa contribution ne réside pas dans la production de généralisations à grande échelle, mais dans la mise au jour d'épistémologies cachées et dans la possibilité de faire émerger les fondements théologiques et philosophiques des pratiques de résolution des conflits.

La force de cette approche tient ainsi à sa capacité à naviguer entre étrangeté et familiarité, modèles globaux et pratiques locales. En ce sens, ce rapport ne se contente pas de documenter, mais met en acte un processus de réflexion mutuelle — une petite mais significative manifestation de « savoirs de l'entre-deux ».

La recherche est partagée de manière proactive avec les participants à l'étude.

**BERGHOF FOUNDATION
OPERATIONS GGMBH**
Lindenstraße 34
10969 Berlin
Germany

www.berghof-foundation.org
info@berghof-foundation.org

 [@berghoffnd.bsky.social](https://twitter.com/berghoffnd.bsky.social)
 [@BerghofFnd](https://twitter.com/BerghofFnd)
 [/BerghofFoundation](https://www.facebook.com/BerghofFoundation)
 [/berghof-foundation](https://www.linkedin.com/company/berghof-foundation)
 [@berghoffnd](https://www.instagram.com/berghoffnd)

© Janvier 2026